

HALTE AUX EXPULSIONS

un logement pour tous !

MANIFESTATION

DIM. 11 MARS

A 15H00

Place de la République à Paris,

Dès le 15 mars, la trêve hivernale des expulsions prend fin et les huissiers sont lâchés. En 2006, environ 140.000 ménages ont été visés par un jugement d'expulsion et pour plus de 10.000 familles, les préfets sur instruction du Ministère de l'Intérieur ont autorisé la police à expulser par la force.

Le nombre de ménages condamnés à l'expulsion est en augmentation constante, du fait des loyers chers, de la spéculation immobilière et des difficultés grandissantes des ménages.

Alors que l'Assemblée vient de voter une loi pour le droit au logement opposable, qui restera très insuffisante et sans réel résultat sur la crise du logement, la reprise des expulsions sans relogement serait une véritable hypocrisie.

L'expulsion est une violence intolérable, qui jette des familles entières dans la spirale de l'exclusion et de la grande précarité : cette pratique brutale doit être bannie.

Nous appelons à faire échec aux expulsions, à résister et à s'y opposer dans les quartiers et à créer partout des réseaux de mobilisation contre les expulsions : il est toujours possible de lutter pour rester dans les lieux, ou être relogé décentement, même après l'expulsion...

NOUS EXIGEONS :

Des mesures d'urgence :

l'arrêt des expulsions
la réquisition immédiate des logements vacants en application de la loi de réquisition
le relogement immédiat des familles et personnes hébergées dans des hôtels, des foyers ou logées dans des taudis.
contre le logement cher : gel des loyers, revalorisation immédiate de l'APL de 20%, et des mesures pour contrer la spéculation immobilière.

Des mesures de fond pour lutter contre la crise du logement :

la construction de 900.000 vrais logements sociaux en 5 ans, partout
la mise en place d'un service public du logement, géré démocratiquement, pour garantir le droit au logement pour tous et toutes.

Contre la marchandisation du logement social :

gel des démolitions à caractère spéculatif ou ayant pour objectif l'épuration sociale des habitants
arrêt de la vente des logements sociaux, retour à la vocation sociale de tous les logements publics (SCIC..)
arrêt de la déréglementation des loyers HLM, de la remise en cause des modes de financement (livret A), de la privatisation du statut des HLM et de leurs locataires.

MARIE-GEORGE BUFFET
Rassembleur la gauche
populaire et antilibérale

www.mariegeorge2007.org